

INTER-MONDES

Rapport d'activités 2009

Marc Totté
Philippe De Leener

mai 2009



Inter-Mondes Belgique

1, rue des Doyens B-1348 Louvain la Neuve (Belgique)

Tel. : +32(0)472 285 472, +32(10)478 502, enda.intermondes@gmail.com

N° enregistrement : 473.920.719, Compte Dexia : 777-5957736-72

Sommaire

Introduction	3
Rappel de notre Cadre politique de référence	4
Vie et réalisations en 2009	7
Au niveau du personnel engagé	7
L'ouverture de nouveaux partenariats et la consolidation des anciens	8
Les activités menées en 2009	10
Retour sur quelques résultats importants	12
Avancées, nouvelles orientations et perspectives futures	14
Avancées 2009	14
Objectif global	15
Perspectives 2010	16
Rapport financier	16
Un mot sur les outils	16
Quelques considérations sur les charges et recettes	17
Situation du compte, plan de trésorerie et perspectives d'investissements futurs	17
Conclusions	18
Annexes :	18
Bilan et compte de résultats	18
Budget prévisionnel 2010	18

1. Introduction

L'année 2009 était une année très importante pour Inter-Mondes car elle nous a permis de concrétiser notre volonté d'investir dans l'Economie Sociale (ES) en confirmant l'engagement d'un nouveau salarié à mi-temps pour prendre en charge toute la question de l'appui aux structures d'ES en matière de communication : confection de site, plaquettes, folders de présentation , etc.

Cet engagement était étayé par un contrat sûr – celui de GIGA-SERVICES concernant l'élaboration de son site ECOTOP (voir <http://www.ecotop.be/>) - et sur des perspectives de subsides APE. Un dossier devait être introduit en juin. Derrière cet emploi, l'hypothèse de générer suffisamment de marchés pour alimenter ce poste autour de la réalisation de sites marchands et de travailler à la construction de ce que nous avons appelé une Agence de communication sociale. Ce n'est malheureusement, instabilité politique oblige, qu'en septembre que nous avons appris que les subsides ne nous seraient pas octroyés (mais que seule les subsides concernant le poste de coordinateur étaient reconduits). Par ailleurs, l'hypothèse d'une demande de sites marchands dans le secteur de l'ES s'est révélé un peu audacieux ou en tout cas prématuré. En tout état de cause, ce poste nous aura donc couté plus qu'il nous aura rapporté et il est sans doute pour une part de notre responsabilité de n'avoir pu le valoriser autrement. On se retrouve donc en fin 2009 à 1 équivalent temps-plein. Mais avec des perspectives de contrats qui dès décembre 2009 nous faisait réfléchir à réengager un mi-temps pour renforcer l'équipe sur la consultance, ce qui est effectif depuis le 1 avril 2010.

En 2009 INTER-MONDES a continué à coté des investissements en économie sociale, à réaliser des consultances. Elles se sont un peu élargies cette année à de nouvelles catégories d'acteurs sous forme d'accompagnement à :

- L'alliance nationale des mutualités chrétiennes (en Belgique et au Congo)
- L'Union des Ville et Communes Wallonie-Bruxelles

Ce travail auprès de nouveaux acteurs en « solidarité internationale » se traduit aussi par des d'accompagnement de programmes de coopération décentralisée, notamment un travail important auprès de la Mairie de Montreuil, avec le CIEPAC, et qui portera sur l'évaluation de leur investissement dans le cercle de Yélimané (Mali) et l'appui à un processus de concertation entre élus du cercle et migrants à Montreuil même.

Ces appuis ne relèvent pas de stratégies d'occupation de nouvelles opportunités de « renforcement de capacités » de ces nouveaux acteurs. Elles alimentent beaucoup plus une réflexion, déjà relativement ancienne, autour de nos deux principaux axes de recherche-action que sont :

- La gouvernance (et tous ses « impensés »)
- L'économie sociale

L'investissement dans ces deux manières de repenser d'une part le politique, d'autre par l'économique, reste pensons-nous au cœur de notre métier et au cœur des préoccupations actuelles comme le rappelle le chapitre suivant.

2. Rappel de notre Cadre politique de référence

Inter-Mondes promeut l'**interpellation** sur le sens des dynamiques qui construisent la société d'aujourd'hui :

- Les logiques centrifuges, particulièrement micro-collectives et individualistes observées tant dans les milieux associatifs, professionnels, publics ou privés, ...
- Les logiques de marchandisation que travestissent subtilement les nouveaux discours sur la qualité, la responsabilité sociale des entreprises, le management participatif,...
- La montée en puissance de la pensée instrumentale et des affects aux dépens de la pensée critique dans les médias, dans les institutions, ... jusque que dans les écoles et les universités...
- Et leurs conséquences sur la reconfiguration de l'Etat, des institutions politiques et plus largement sur les pratiques du « vivre ensemble ».

Inter-Mondes ambitionne de contribuer à l'action sur les mécanismes fondamentaux qui génèrent la domination, l'exclusion, l'exploitation en repositionnant le politique au cœur de l'action et la pensée tant individuelles que collectives.

C'est pourquoi Inter-Mondes s'investit principalement dans trois champs de compétences :

- La gouvernance comme dynamique qui cherche à réintégrer et revivifier la dimension politique, et tout spécialement la question du pouvoir au cœur des processus.
- L'économie sociale : produire de la valeur ajoutée en valorisant les inter-dépendances Nord-Sud comme base pour une meilleure redistribution des richesses
- L'enseignement universitaire, l'éducation et la formation avec en ligne de mire le développement de la réflexivité et de la pensée critique

Ces engagements à plus de réflexivité ont été encouragés durant toute l'année 2009 par différents évènements-crisis :

- **L'évènement-avènement de l'accession au pouvoir de Barack Obama** le 4 janvier 2009 (et l'obtention du prix Nobel de la paix le 9 octobre). Nous nous sommes questionnés (de façon assez unanime au sein d'IM) sur l'engouement assez généralisé de la gauche par rapport à cet évènement, et sur les propos souvent apologétiques chez nous (presque) tous partis confondus, en dépit des dangers de confusion entre « culture », « races » et ... « classes sociales » que nous pressentions. Ce n'est pas parce qu'il y a un signe d'ouverture à plus de diversité dans les plus hautes institutions américaines avons-nous dit (portés par WB Michaels) qu'il y aura forcément ouverture dans l'égalité des droits des citoyens américains. Comme le dit Michaels, il y a risque que « **le respect de la différence** (ne) **se substitue à la recherche d'une justice économique** ». Les difficultés qu'a eu Obama à faire passer sa réforme de la santé montrent à la fois les inerties du système (et donc confirment le caractère superficiel des changements opérés aux EU) en même temps qu'ils permettent d'espérer une première avancée. Cette faible avancée constitue-t-elle une brèche dans ce système ? Quelle que soit la réponse, ce qui se passe aux E.U. est porteur d'enseignements, sur les rapports entre identité-altérité, économie et politique. En tout cas cette réflexion autour de « La diversité contre l'égalité » (W.B. Michaels 2009) fait écho à un certain nombre de travaux d'Inter-Mondes qui questionnent surtout les mécanismes fondateurs de la pauvreté et des inégalités économiques plutôt que leurs « états ». Beaucoup de nos travaux interpellent, en effet, les tendances actuelles à ne traiter ces questions d'inégalités

que sous l'angle du sexisme (par les approches de genre principalement) et du racisme (par la question de la diversité et de la discrimination dans l'accès aux droits par exemple). Si ces questions sont importantes, elles dévient les consciences des enjeux plus fondamentaux (trop fondamentaux peut-être ?) entre riches et pauvres.

- Autre élément important de l'année 2009 , **la crise politique belge** sur le dossier BHV qui préfigure sans doute de nouvelles façons de concevoir la gouvernance, la souveraineté de l'Etat-Nation, l'engagement citoyen (dicté ici par des intérêts non seulement identitaires mais probablement surtout économiques). On peut faire le parallèle avec le point précédent : la reconnaissance identitaire ne masque t-elle pas, finalement, une simple logique de défense d'intérêts de groupes plus riches cherchant à protéger leurs outils et leurs propriétés vis-à-vis d'étrangers moins riches (que sont les wallons mais aussi les migrants hors CE ?). Derrière cette question - qui prend forme surtout en janvier 2009 mais se cristallise aujourd'hui au moment où l'on écrit ces lignes (le 29 avril 2010) – c'est tout un modèle « belge » de négociation, de sens du compromis, et d'articulation entre une monarchie de façade et une république de fait qui est mise en cause (et que l'on pourrait parfois avoir envie de comparer à son expression inverse en France par exemple). Traduite dans le monde de la coopération, c'est aussi l'incapacité à porter une politique plus claire, nationale, à l'instar de notre voisin français par exemple. Honteux qu'ils sont de leur politique intérieure, nos responsables ont peine à porter des façons de penser et d'agir en matière de gouvernance, notamment un modèle fédéral particulier, qui pourtant pourrait présenter de l'intérêt dans certains contextes (au moins autant que le modèle de gouvernance décentralisée de notre grand voisin).
- **Les changements de constitution-coups d'Etat** au Niger (et dans d'autres pays), les événements de Guinée Conakry (dont IM a souffert un peu), ceux du Zimbabwe, etc... qui rappellent que l'Afrique n'a jamais intégré l'Etat moderne¹ et n'a fait que contourner les normes (de démocratie, de bonne gouvernance décentralisée) pour maintenir une gestion essentiellement privative, patrimonialiste et clientéliste de l'Etat. Sans doute faudrait-il aussi ajouter une gestion externalisée, tant les règles semblent encore déterminées par un ajustement aux opportunités extérieures (arrivée des chinois, de l'Inde et des émirats arabes sur le continent). Certains avaient cru après la Baule (1990) et les conférences nationales, que l'Afrique était rentrée dans un nouveau processus d'ajustement politique. De plus en plus d'observateurs conviennent qu'il s'agissait plus de « ruses » pour tenter de présenter un nouveau visage tout en défendant des intérêts bien particuliers. D'autres, considèrent qu'il n'y a pas là que du « paraître » ni sans doute que de l'intérêt particulier. Il y a surtout une autre façon « d'être » fondamentalement différente et qu'il s'agit avant tout de reconnaître, d'identifier, dans chacun des contextes extrêmement variés que l'on trouve en Afrique. La reconnaissance de cette altérité, et du sens qu'elle peut apporter à fait l'objet de divers travaux de recherche à Inter-Mondes. Dans nos consultances également – formation des élus de Mauritanie, Sénégal, Mali ; évaluation de coopérations décentralisées - notre propos continue d'être inscrit dans la recherche de ce qui, dans la culture locale ou dans les rapports sociaux, contredit ou au contraire étaye, les normes véhiculées par ces « programmes ».... Ce travail est cependant loin d'être évident. Dans cette quête de ce qui fait nos différences, pour mieux *dia-loguer* - c'est-à-dire réellement communiquer sur les écarts entre nos cultures – les tensions ne sont pas rares. Tensions ici en Europe avec nos « pairs » lorsqu'il s'agit de montrer combien les normes occidentales - le Droit européen, et en particulier les droits de l'Homme – restent sacralisées, considérées comme des universaux et comme le cadre initial

¹ Dans le sens d'un pouvoir « désincorporé » (Lefort), de règles et principes « auto-institués » (Castoriadis), d'une façon globale, non déterminée, de concevoir l'intérêt général et le bien commun.

hors duquel tout échange est impossible (malgré, ou peut-être à cause, d'une crise de ses valeurs de plus en plus apparente dans nos propres sociétés). Tensions là-bas avec nos amis et partenaires, dès lors qu'il s'agit de faire reconnaître la difficulté de se penser sans avoir recours à des penseurs occidentaux, dans sa propre langue et ses propres schèmes de pensée, afin de mieux se définir, prendre appui sur ses propres valeurs, et, en définitive, définir ses propres règles ...

Dans ce contexte le travail d'un partenaire d'Inter-Mondes tel que le Laboratoire Citoyenneté acquiert de plus en plus de sens dans la mesure où les questions de citoyenneté, de gouvernance, de démocratie, sont moins travaillées au plan théorique, à partir de pétition de principes (comme on en trouve souvent dans les collectifs et autres « Alliances » sur ces questions), que concrètement, dans le rapport entre producteurs de services de base et usagers notamment, dans diverses villes des pays d'Afrique de l'Ouest.

- **La crise de l'aide.** L'aide qui n'en finit pas de plier sous les poids des critiques et des pressions pour plus d'efficacité, d'impact de qualité. Là aussi Inter-Mondes a investi depuis quelques années cette question à travers différents travaux en accompagnement d'ONG et de fédérations d'ONG. Cette crise a ceci de délicat qu'elle est à la fois portée par des réflexes conservateurs – qui pour faire court défendent un modèle entrepreneurial classique pour le développement des pays « pauvres » - et des réflexions plus progressistes, montrant l'importance de sortir d'une coopération trop technique, pas assez focalisée sur des enjeux politiques de société, et engluée dans des normes et procédures d'une « ingénierie de projets » qui peine à générer de véritables processus de changement. Les ONG, principales actrices jusqu'il y a peu en sont souvent victimes. Le risque dans ce débat est, comme cela a été le cas par le passé, de trouver de nouveaux « héros », acteurs-fétiches – l'Etat, les communes, les migrants, les entreprises d'économie sociale, les organisations paysannes, etc. – sans se donner la peine de traiter de l'essentiel c'est-à-dire des possibilités d'articulation de chacun, en pleine reconnaissance des prérogatives autant que des capacités de chaque catégorie d'acteurs, pour assurer un développement qui est tout sauf simple. Là également l'analyse de contexte, la remise en perspective des rapports de force locaux et de la propension de chaque acteur à assumer localement son rôle au côté des autres est essentiel pour se positionner de manière non dogmatique. Mais il y faut certainement aussi au préalable une certaine théorie du pouvoir et de la gouvernance ; une bonne compréhension des rapports dialectiques qui existent entre individu et collectif, entre le visible et le non-visible ; et la prise en compte d'un inconscient qui dans beaucoup de sociétés n'est même pas perçu comme tel...
- **L'arrivée de nouveaux acteurs dans l'aide.** Corolaire du point précédent il y a actuellement une tendance de plus en plus forte à diaboliser les ONG et à se tourner vers les nouveaux acteurs en développement que sont les communes (tendance massive concrétisée par l'ouverture d'instruments financiers spécifiques depuis un certain temps déjà), les entreprises classiques (autour de la RSE et du phénomène Bill Gates, etc.), les entreprises d'économie sociale (un peu moins) et les migrants. Dans ce contexte la reconnaissance d'un modèle alternatif porté par les entreprises d'économie sociale est courtisé par diverses ONG actuellement, mais sans que les enjeux ne soient bien clairs (ni sans doute identifiés) : opportunité pour ces ONG de trouver là un nouveau « client » de leurs services de renforcement de capacité ? ou réelle recherche d'en apprendre plus sur un monde qui est manifestement plus avancé sur les façons concrètes, pratiques, de « marier » écologie, économie et gouvernance ? Et pour en faire quoi ensuite ? Sortir de logiques d'aide ?

Notre constat est que l'économie sociale est trop souvent encore prise sous son versant « social », et pas assez à partir des logiques d'entreprises qu'elle développe - de prise de

risque, de positionnement entre une offre et une demande (souvent en participant à la construire), de négociation de financements mixtes, de management interne plus démocratique...- qui seraient bien utile au secteur du développement. Sans doute est-ce là une des raisons qui explique le fait que la notion ait aujourd'hui disparu des notes politiques du secrétaire d'Etat à la coopération et que les notes sectorielles n'en parlent pratiquement pas. Et c'est pour nous aussi un des enjeux : faire reconnaître l'intérêt de l'économie sociale dans ce secteur, mais porté par une vraie logique d'entreprise « éthique » (difficilement conciliable pour l'instant avec la logique ONG). Il s'agit cependant moins ici de faire reconnaître ce nouvel acteur comme pouvant prétendre à la même « manne » que les ONG que de faire reconnaître l'importance de la réutilisation/réemploi dans les projets de développement : la possibilité d'acheter des produits issus du réemploi n'est actuellement pas possible et mine bien des possibilités d'avancer sur la question de la gestion des déchets. L'enjeu serait d'avancer sur des normes de qualité de ces produits pour faciliter leur intégration et permettre ainsi de rentrer dans des logiques plus « soutenables », et de réflexion sur la gestion des déchets là-bas autant qu'ici. De rentrer aussi dans une coopération plus d'interdépendance, le fameux co-développement, sans doute très fantasmé mais qui se développe de plus en plus en pratique, loin des « spots » habituels de la coopération.

Face à ces différents enjeux, IM agit de deux façons bien souvent simultanées : en cherchant à développer une pensée critique et à proposer des outils conceptuels et pratiques ; en expérimentant différentes actions aux côtés de structures elles-mêmes en recherche de sens et de changement.

En pratique et comme on va le voir dans les activités, ces questionnements ont renforcé notre engagement aux côtés d'**entreprises d'économie sociale** sur les façons concrètes de repenser le rapport à l'économique ; aux côtés de **communes** sur les façons de repenser le politique ; aux côtés d'**ONG** sur les façons de repenser le développement, notamment à travers le concept de « Qualité ».

Les quelques consultances menées en 2009 sont d'autres opportunités d'alimenter nos questionnements et de les faire surgir dans d'autres milieux et chez d'autres acteurs.

3. Vie et réalisations en 2009

3.1. Au niveau du personnel engagé

Il y a eu 1,5 équivalent temps-plein jusqu'en septembre ou suite au refus du subside APE sur le poste de chargée de communication mi-temps, il nous a fallu nous séparer de Eva Voros.

Ce résultat nous le considérons comme un échec dont il faut pouvoir tirer les enseignements. Il semble que nous ayons trop espéré que cette compétence, essentiellement technique en graphisme et confection de site, pouvait répondre à un besoin de l'économie sociale d'élaboration de sites marchands. Mais s'il y a un vrai besoin, il n'y a pas nécessairement demande et encore moins des moyens dans ce secteur pour y répondre. Surtout il apparaît que l'offre déborde littéralement dans ce domaine.

Demi échec toutefois car cela nous a permis de renforcer notre propre site et des perspectives en fin d'année permettent de penser qu'un nouveau poste pourra être créé en 2010 mais en appui à la consultance cette fois. Des rencontres avaient également été menées avec Quentin Mortier alors en partance de Autre Terre en cette fin d'année 2009, mais n'ont pas abouties.

Les subsides APE au poste du coordinateur sont cependant reconduits jusqu'en fin 2011.

3.2. L'ouverture de nouveaux partenariats et la consolidation des anciens

L'année 2009 a surtout permis de consolider le partenariat avec **CF2D**. En fin d'année, une convention a ainsi été conclue pour appuyer CF2D sous forme de consultances, les trois derniers mois de 2009 et sur tout l'année 2010. Le partenariat avec d'autres acteurs de l'ES (SAW-B, DESIGNpoint...) devrait s'en trouver renforcé. A travers ce lien plus « organique » entre CF2D et IM c'est notre engagement dans l'économie sociale qui s'affirme de manière durable et se concrétise dans des projets précis :

- Investissement dans un projet d'installation de kits micro-solaires et de petites éoliennes dans 70 familles et 5 collectifs au Sénégal (projet « PERSEES » au Sénégal sur fonds FEM).
- Investissement dans une recherche-action sur « Energie et Précarité » dans la région de Bruxelles (au stade d'ébauche en 2009)
- Participation aux réflexions sur l'importance de l'éco-design dans la gestion des déchets et du réemploi autour d'un programme FEDER ECOPOLE sur Bruxelles.
- ...

Des appuis contractuels avec **l'Alliance des mutualités chrétiennes** ouvrent de nouvelles perspectives sur un champ encore peu investigué par Inter-Mondes : la Santé. Ce secteur n'est toutefois pas étranger à nos travaux car il a été investigué indirectement à travers notre suivi du Laboratoire Citoyenneté qui travaille sur les services publics, et à travers différentes consultances.

Le partenariat avec Le Laboratoire Citoyennetés a en 2009 été limité à la fin d'un travail d'évaluation pour la commune d'Oupeye dans lequel nous sous-traitons au Laboratoire la réalisation d'un forum de restitution.

Nous continuons cependant à suivre les travaux du Laboratoire qui alimentent utilement nos propres recherches-action (voir plus loin).

Le partenariat avec SONGES s'est concrétisé cette année 2009 par l'évaluation d'un de leur projet au Niger. Evaluation fort intéressante sur la problématique des enfants de la rue. Au terme de ce travail, se pose cependant la question de la survie de SongES et de son intérêt à poursuivre, éventuellement avec Inter-Mondes, une action.

Le partenariat avec AGRINOVIA s'est terminé cette année contre toute attente. Après avoir largement participé à construire ce certificat de formation supérieure sur l'innovation avec l'Université de Ouagadougou, l'ICRA, le FIDA, Supagro-Montpellier, Inter-Mondes s'est vue retirée du partenariat. Les raisons de cette décision restent encore nébuleuses et tout en espérant une issue positive, nous réfléchissons en interne aux enseignements à retirer de cette expérience difficile.

3.3. Les activités menées en 2009

Comme précédemment, les réalisations ont été regroupées selon les grandes catégories suivantes :

- **Economie Sociale** : appui aux opérateurs d'économie sociale, à leur fédération (SAW-B), travail de recherches/études sur l'économie sociale, prospection/expérimentation, etc.
- **Développement** : appui aux ONG et aux Communes en développement à travers de l'appui-accompagnement à des identifications de programmes, des suivis, des évaluations, des diagnostics organisationnels ou institutionnels, etc.
- **Formation / Intervention** : interventions dans des séminaires, accompagnement de travaux de fin d'étude, participation à des cours, etc.
- **Administration / Comptabilité** : gestion de Inter-Mondes

Le tableau ci-dessous reprend les différentes activités et leurs résultats

	Actions	Produits et Résultats
Economie sociale	Renforcement et aboutissement de relations avec le secteur de l'économie sociale en Belgique	(produits) Une convention de partenariat avec CF2D a été établie pour fin 2009 et portant sur toute l'année 2010 pour réaliser des consultances pour CF2D (Résultats) De nombreuses ouvertures et perspectives de montage de projet et de suivi-capitalisation d'expériences d'ES
	Participation à l'élaboration de projets d'ES pour CF2D	(produits) : ébauche d'un document de projet PERSEE (finalisé en 2010) ; ébauche projet pour Fondation Roi Baudouin (finalisé en 2010) ; réalisation d'une demande de financement pour l'appui aux migrants (non obtenue) ; participation à la réalisation d'un dossier pour financement « INVEST » de la CE (non obtenu) → (Résultats) : renforcement du partenaire CF2D dans ses projets et prérogatives
	Recherche-travaux sur l'ES	(Produits) Articles publiés sur la question de l'ECO-DESIGN dans l'économie sociale avec DESIGNpoint (Résultats) participation au renforcement du positionnement de DESIGNpoint
	Participation à la création d'une structure d'Economie Sociale	(Produits) Réalisation de DESIGNpoint (Résultats) Intégration dans les enjeux de l'éco design industriel et des débats autour de DESIGNpoint sur un EXOPOLE en région Bruxelloise
Développement	Appuis méthodologiques et stratégiques à des organisations du Sud, des Communes ou des Union de Communes sur les enjeux de la décentralisation et la citoyenneté	Labo Citoyennetés, Commune de Oupeye, Union des Villes et des Communes W-B, Casiw, Mairie de Montreuil (F)... (produit) Divers rapports d'ateliers ou de formation (UVCW), d'auto-évaluation assistée (Labo C), poursuite évaluation (Oupeye) ou élaboration de projets (Labo C) → (résultats) Elaboration en cours de nouvelles approches et concepts alternatifs en matière d'appui à l'Etat et la décentralisation (réforme de l'Etat et des services publics) ; rôle des communes dans le développement
	Appuis organisationnels ou institutionnels ou en formation sur la Qualité et l'impact de leurs actions	(Produits) Interventions (diagnostics, conseils, séminaires, formation ...) pour ITECO, F3E (F) , Université de Rennes, etc. → (Résultat) Positionnement et visibilité d'IM sur les enjeux de la Qualité et de l' Impact des « projets »
	Appuis à d'autres catégories d'acteurs sur leurs relations partenariales	(Produits) document de présentation des relations de partenariat de ANMC Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes; 2 documents en appui à Montreuil → (Résultat) IM dispose d'un corpus de références sur la question du partenariat
	Accompagnement à l'évaluation ou l'identification de projets/programmes	(Produits) Divers rapports de consultance pour ICRAF, CE Tchad, ANMC, SongES, Montreuil → (Résultats) Alimentation des réflexions internes, ouverture à de nouveaux enjeux
Autres	Enseignements	Création d'une filière de formation : AGRINOVIA sur l'innovation en Afrique de l'Ouest (avec ICRA, Supagro, Univ de Ouagadougou, IFAD)

3.4. Retour sur quelques résultats importants

Evaluation du programme de SongEs sur l'enfance en difficulté

Ce très intéressant programme à apporter des réflexions importantes sur la position de l'enfant dans certaines régions d'Afrique et le manque (la perte ?) de référentiels éducatifs.

A travers cette étude on a pris la mesure de ce que dans certaines régions du Niger (Maradi, Niamey) le fait de rechercher au moins 4 épouses avait des conséquences désastreuses sur la famille. Un psycho-pédagogue nigérien dans un orphelinat de Niamey avouait qu'il n'y a pas de père au Niger et que ce manque de père ne crée pas les conditions pour une socialisation normale et un rapport au pouvoir sain.

Dans ce contexte tout le travail de SongES Belgique et SongES Niger sur l'écoute et l'importance de reconnaître une personne dans l'enfant faisait figure de petite révolution. Le travail d'accompagnement des associations en appui à l'enfance à se constituer en réseau sans être un total succès a avancé à un point où le réseau est devenu un concurrent direct de SongES Niger dans l'accès à certains fonds (UNICEF, etc).

En même temps une difficulté à se repositionner sur les nouveaux enjeux de l'aide, ceux offerts par la montée en force des collectivités locales. Même si la dynamique n'est pas la plus affirmée au Niger, ce positionnement reste important voire vital, en raison (à tort ou à raison) de la focalisation de plus en plus forte des bailleurs de fonds sur cet enjeu.

Evaluation du programme 8^{ème} FED et évaluation à mi-parcours du 9^{ème} FED au TCHAD pour un bureau libanais

Lourde aventure étant donné l'ampleur des programmes et la nécessité de gérer une équipe française et sénégalaise sur cet enjeu. Un bureau libanais en dessous de tout au plan des normes minimales de rémunération des évaluateurs (surtout africains) et qui a failli couler la perte de la mission. La découverte d'un pays presque en état de siège et d'une coopération européenne qui tente tant bien que mal de niveler les problèmes administratifs et financiers de ses partenaires locaux pour rester aux leviers d'un programme massif et très important d'adduction d'eau dans une très grande partie du pays.

Un travail important de caractérisation de ce qui a été fait et de réflexion sur un certain nombre de notions trop souvent amalgamées dans ce secteur de l'hydraulique villageoise : durabilité, viabilité, pérennité, ...

Evaluation de la coopération décentralisée de Montreuil

Dans un contexte de changement d'équipe municipale à Montreuil, cette évaluation portait sur deux programmes d'investissement des migrants et de la mairie de Montreuil dans le cercle de Yélimané :

- ▶ un programme dit de **jumelage coopération**
- ▶ et le programme **PADDY** d'appui au Développement Durable de Yélimané par la réalisation de barrages rizicoles et d'appui à l'agriculture.

Le PADDY, vaste programme vitrine de l'ancien maire, cristallisait différents intérêts par rapport auxquels les enjeux d'une coopération décentralisée de territoire à territoire c'étaient peu à peu totalement dissous :

- ▶ intérêt idéologique de l'ancien maire plus porté sur la démonstration de l'intérêt d'une coopération Sud-Sud (contre le "*colonialisme post-développementiste*") à travers le financement d'une composante vietnamienne, brésilienne, vénézuélienne que sur une analyse précise et argumentée des problèmes rencontrés dans la région.
- ▶ intérêt du ministère de l'agriculture malien à orienter les financements sur quelques

- grands aménagements plutôt qu'une série de petits aménagements mieux adaptés
- ▶ intérêt des migrants à ce que leurs apports soient plus visibles
- ▶ intérêts beaucoup plus variés des populations pour lesquelles les "barrages" représentaient une option parmi d'autres priorités.

Dans ce contexte, l'évaluation pose la question de la spécificité des interventions de coopération décentralisée qui en viennent à faire de l'aide multilatérale en se préoccupant très peu en définitive de la construction des institutions locales que sont les communes et des possibilités d'améliorer les capacités locales de prise en charge d'une partie de cout du développement.

La nouvelle équipe municipale s'étant investie dans des démarches plus pertinentes et durables de renforcement des capacités des nouvelles collectivités locales, ce travail a pu se poursuivre par un petit accompagnement à la définition des réorientations nécessaires avec les élus du cercle et les migrants de la ville de Montreuil. Ces réorientations étant rendues possibles par l'engagement de l'Etat malien a poursuivre les réalisations hydro-agricoles dans la région à travers une nouvelle Agence.

Voir rapport est consultable sur le site de la ville de Montreuil :

http://www.montreuil.fr/files/SANTE-SOLIDARITE/echanges-internationaux/rapportfinal_montreuil_yelimane_21092009.pdf

Appui institutionnel au développement des mutuelles de santé à Kinshasa

En début janvier puis en février 2009, Inter-Mondes a réalisé un diagnostic institutionnel puis élaboré une planification stratégique du PROGRAMME NATIONAL DE PROMOTION DES MUTUELLES DE SANTE (PNPMS) pour le Ministère de Santé du Congo et l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes.

L'expérience menée par Inter-Mondes renouvèle à la fois les méthodes - de planification et de diagnostic - et le regard sur les mutuelles de santé et leurs cibles en proposant d'orienter le service sur les fonctionnaires dans un premier temps. Un document convainquant qui devrait faire référence ou en tout cas relancer un débat important.

- ▶ **Objet** : Audit institutionnel du Programme National de Promotion des Mutuelles de Santé (PNPMS)
- ▶ **Commanditaires** : Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes (ANMC Bruxelles)
- ▶ **Période** : de mi-janvier à mi-février 2009
- ▶ **Lieu** : Principalement Kinshasa, ville et banlieues (Congo RDC)
- ▶ **Objectifs** : (1) Evaluer le PNPMS dans son paysage stratégique, en particulier évaluer le potentiel alternatif que constitue la perspective mutualiste au Congo dans le domaine du financement de la santé,
(2) accompagner la réflexion sur le redéploiement organisationnel du programme,
(3) consolider le processus de planification pour la période 2009-2011,
(4) consolider la réflexion l'équipe de l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes en appui à ce programme.

Stratégie d'intervention et changement politique et social en Guinée

- ▶ **Objet** : Développement de la stratégie d'intervention dans la zone de Guéckédou (Guinée Conakry)
- ▶ **Commanditaires** : Projet GRH / Guéckédou, GTZ / BMZ (Gouvernement de l'Allemagne), Ministère de La Coopération internationale (Guinée Conakry)
- ▶ **Période** : mars 2009
- ▶ **Lieu** : Principalement Région Guéckédou (région forestière Guinée)

- ▶ **Objectifs** : Développer une stratégie et des instruments pour combiner interventions concrètes et changements sociopolitiques structurels (comment faire du changement à hauteur des structures politiques des sociétés locales au départ de programmes concrets)
- ▶ **Activités** : (i) Animation de trois ateliers avec des partenaires locaux du projet et (ii) animation d'un processus interne au projet de réflexion stratégique, (iii) mise au point de concepts et d'instruments et d'un plan d'action

La domestication d'arbres sauvages au Cameroun

- ▶ **Objet** : La domestication d'arbres sauvages comme moyen pour déclencher du changement social et politique
- ▶ **Commanditaires** : Programme ICRAF / World Agroforestry Centre Lieu : Cameroun, villes de Yaoundé et Bangangté
- ▶ **Période** : Juin 2009
- ▶ **Objectifs** : (1) Développer une approche concrète pour combiner des actions techniques, terre à terre, concrètes, innovantes qui ont en même temps une véritable dimension de transformation politique et sociales des sociétés, (2) expérimenter des approches pour développer le métier d'accompagnateur de processus locaux (agents de développement local).
- ▶ **Activités** : (i) Animation d'un atelier avec des partenaires locaux du projet et (ii) animation d'un processus interne au projet de réflexion stratégique, (iii) mise au point de concepts et d'instruments et d'un plan d'action

Partenariat Nord/Sud & Nord/Est entre Mutuelles

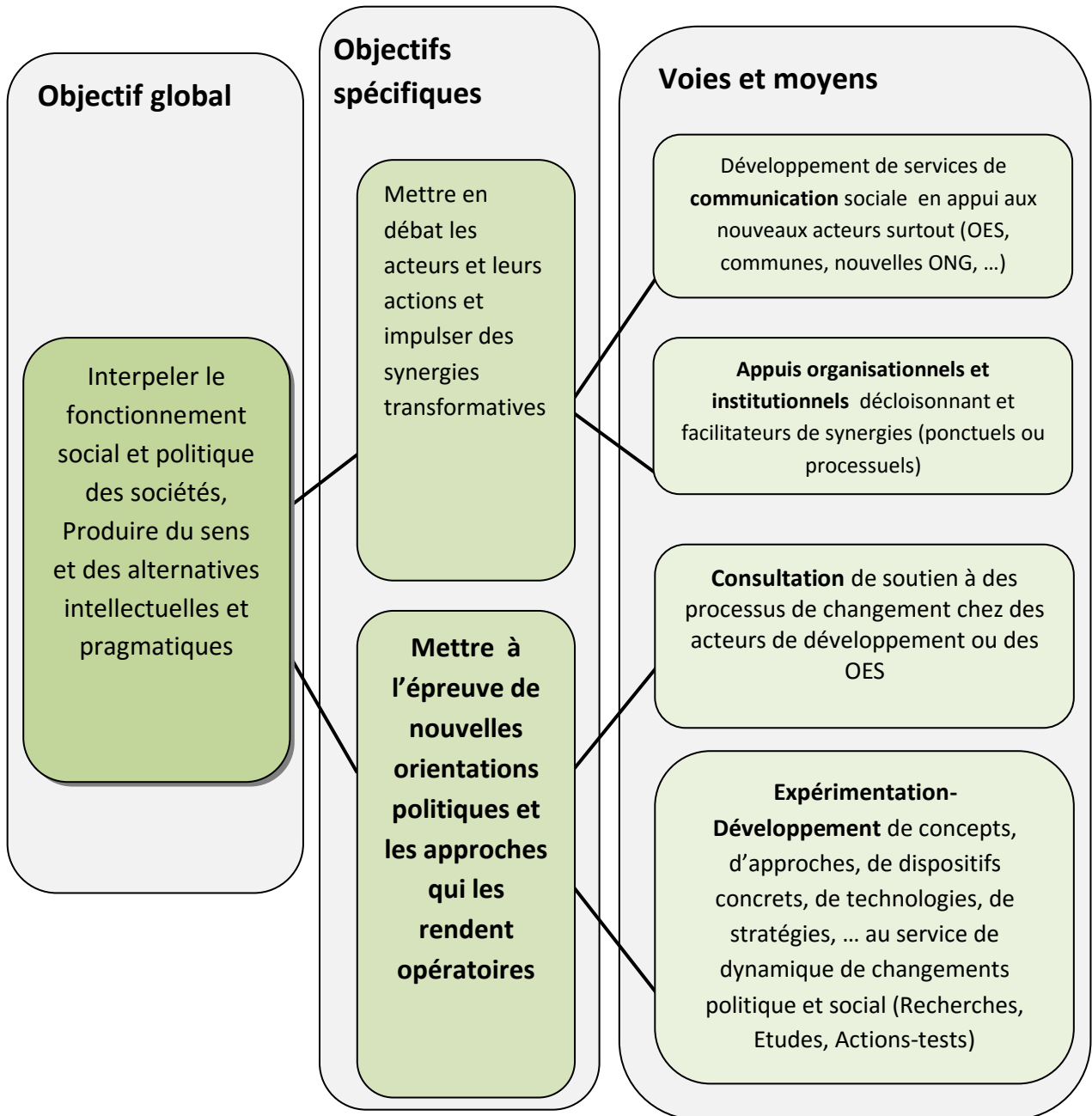
- ▶ **Objet** : Partenariat, altérité et changement social
- ▶ **Commanditaires** : Alliance Nationale des Mutualiés Chrétiennes (ANMC Bruxelles)
- ▶ **Lieu** : Flandre, Wallonie et Bruxelles
- ▶ **Période** : Juin et juillet 2009
- ▶ **Objectifs** : Faire le point des pratiques de partenariat Nord / Sud et Nord / Est dans le réseau belge et international de l'Alliance Nationale des Mutualiés Chrétiennes de Belgique et dégager des pistes de questionnement / interpellation pour recharger de sens la démarche partenariale elle-même
- ▶ **Activités** : (i) Visites / contacts dans les régions mutualistes chrétiennes en Belgique, (ii) entretiens individuels et collectifs d'équipes régionales, (iii) Animation d'une journée de réflexion / Formation sur la thématique du partenariat avec les acteurs du Nord, du Sud (Afrique) et de l'Europe de l'Est, (vi) conférence synthèse lors du colloque international d'Ostende 2009 (organisé par l'ANMC)

4. Avancées, nouvelles orientations et perspectives futures

4.1. Avancées 2009

En début 2009 nous étions sur l'hypothèse que le nouveau poste en chargé de communication nous permettrait de progressivement développer une sorte d' « Agence de communication sociale » qui aiderait les opérateurs d'économie sociale à mieux se vendre, se défendre, notamment (mais pas exclusivement) dans le secteur de la coopération Nord-Sud. La difficulté

à maintenir ce poste ainsi que les nouvelles perspectives de travailler plus directement à partir d'un opérateur de l'économie sociale CF2D déjà reconnu, a conduit à revoir nos ambitions. L'idée est plus aujourd'hui d'accompagner CF2D (avec DESIGNpoint, la SAW-B) à être reconnu comme centre de Recherche-Développement du MOC. Les fonctions d'appui étant déjà largement occupées par des fédérations d'OES et des bureaux. Mais la Recherche-Développement (de nouvelles filières, de nouvelles articulations entre acteurs) autour de questions de société au nord comme au sud – précarité énergétique, assainissement, ...- étant largement à construire. De sorte que notre cadre d'intervention change un peu.



4.2. Perspectives 2010

Les perspectives 2010 s'annoncent importantes. Parmi les plus grandes dossiers acquis fin avril nous avons :

- Appui à SOS FAIM dans sa stratégie de Lobbying et de plaidoyer avec ses partenaires organisation paysannes africaines
- Appui au GRDR (France) dans son travail de capitalisation de ses réalisations en France et dans le bassin de la vallée du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal) en préparation de l'anniversaire de ces 40 ans
- Appui à Pharmaciens sans Frontières dans l'évaluation de son programme de santé au Burkina Faso
- Appui à la coupole des ONG française, « Coordination sud » et au F3E à un Etude sur la « Qualité dans la solidarité internationale »
- Appui à CF2D dans la gestion de projets et la réalisation d'études et de prospection pour le secteur de l'Economie Sociale

5. Rapport financier

(Voir annexe pour les comptes détaillés)

5.1. Un mot sur les outils

Depuis 2009, poussé par le type d'activité de notre chargé de communication nous nous sommes assujettis à la TVA ! Cela crée une tension supplémentaire sur les ressources mais nous permet d'être plus en ordre aujourd'hui, vis-à-vis de la nouvelle réglementation de la CE en la matière.

Toute la comptabilité a été reversée sur CIEL et est donc de nouveau en partie double.

Un comptable, Olivier Bodart, a été identifié pour nous accompagner dans ce travail. L'encodage reste toujours établi par le coordinateur d'Inter-Mondes mais le comptable vient régulièrement le corriger et le conseiller. Le bilan annuel est réalisé par le comptable après un travail de vérification des comptes.

Des dispositions ont été prises pour faciliter l'accès à l'historique du compte Dexia par le coordinateur ainsi que la possibilité d'exécuter certains paiements. Ceci sous le contrôle du trésorier de l'association. En particulier le coordinateur dispose aujourd'hui d'une carte DEXIA et a accès au Netbanking ce qui facilite considérablement les procédures de décaissements mais surtout de suivi des créances et de la trésorerie.

L'association a utilisé principalement les outils suivants durant l'année 2008 :

- Comptabilité double sur CIEL
- Suivi des dépenses journalières et du compte DEXIA sous tableur Excel
- Plan de trésorerie sous Excel

5.2. Quelques considérations sur les charges et recettes

L'année 2009 se termine sur un déficit de 9147, 47 €

Ce déficit s'explique assez aisément compte tenu des éléments suivants :

- L'engagement en CDD d'un chargé de communication s'est sur le pari que nous disposerions de subsides et que ce poste pourrait ramener suffisamment de contrats par lui-même. Or les subsides n'ont pas été obtenus et par ailleurs les contrats ont permis de couvrir un peu plus de 50% des charges liées à ce poste.
- Des contrats relativement prenant en temps et assez mal rémunérés – SongES (Niger), CIEPAC/Montreuil (Mali) – pour le premier et le dernier en pleine connaissance de cause car il s'agissait d'aider ces structures à mener à bien un processus d'évaluation sans en avoir vraiment les moyens. Cela se répercute sur le bilan qui entame les ressources générées les précédentes années. Mais correspond bien en définitive à notre vocation d'appui.
- Un contrat mal négocié avec un bureau d'études « mercenaire » pour la mission CE-(Tchad)², dont nous avons tiré les enseignements.

5.3. Situation du compte, plan de trésorerie et perspectives d'investissements futurs

En date du 31/12/2009 il restait 8259,72 € sur le compte. En date du 09/05/2010 le disponible est de 23.377,42 €. Plusieurs créances sont encore encours sur le premier semestre pour l'équivalent de 20.000 €. Le nouveau contrat sur la qualité ne devrait démarrer réellement qu'en juin, période à laquelle il nous sera versé une première tranche sur un budget total de 53.000,- €. Les perspectives sont donc plutôt très bonnes pour 2010 (voir plan de trésorerie)

Cette relative sécurité, nouvelle pour Inter-Mondes, doit nous inciter à réfléchir à ce qui peut être investi pour anticiper les difficultés. A la fin de 2009, ne restait qu'un salarié. Cette situation ne permet pas de développer une capacité suffisante d'assurer toutes les ambitions qu'Inter-Mondes se donne. Il serait donc important de renforcer l'équipe, mais cette fois par une personne dont on est certain qu'il peut apporter de nouvelles ressources notamment sur le cœur de métier d'Inter-Mondes qui est l'accompagnement de processus de développement ici ou là-bas (évaluation, formation, appui-conseil, identification, capitalisation, etc.).

Il serait important également que les différents investissements consentis jusqu'à présent dans l'économie sociale puissent déboucher sur des formes d'engagements financiers d'Inter-Mondes plus concrets dans des entreprises d'ES Sud (participation au capital social). Ce serait

² Tarif de 450 €/jour ce qui est largement en dessous de ce que nous pouvons prétendre surtout pour de tels contrats.

une façon de rester en appui à des structures d'ES tout en générant quelques ressources pour financer d'autres projets.

6. Conclusions

L'année 2009 a bien été une année de crise et Inter-Mondes en a subi en partie les conséquences. Les prestations ont été moins bien financées et il est apparu impossible de maintenir notre chargée de communication sur des chantiers de création de site ou de marketing contrairement à ce que nous avions espéré.

En même temps, 2009 est aussi l'année où se concrétise notre engagement auprès d'un opérateur d'ES comme CF2D, par une convention à long terme, qui couvre pour l'instant tout 2010. D'autres perspectives étant venues s'ajouter depuis lors, l'année 2010 débute très fort et permet de redresser sensiblement les ressources.

L'année 2009 aura aussi été fort signifiante pour Inter-Mondes à beaucoup d'égard et différents travaux ont confirmé bien des hypothèses sur lesquelles nous nous basons. Elle a renforcé nous semble-t-il aussi la reconnaissance par nos pairs de notre capacité critique et de l'intérêt que cela peut apporter dans le monde du développement. Les bonnes perspectives de 2010 s'expliquent probablement par cette reconnaissance qui ne fait que se confirmer avec le temps.

Annexes :

Bilan et compte de résultats

Budget prévisionnel 2010